

Web Action N/A; AI Index – AFR 54/037/2006

Start date: 17/08/06

Web Publisher Category: (Actions > Sudan)

Toujours plus de morts au Darfour, où les opérations de maintien de la paix risquent d'être interrompues

Malgré la signature, en mai 2006, de l'Accord de paix sur le Darfour, les crimes commis contre les civils ne cessent d'augmenter. Dans le Darfour septentrional, ils ont été pris pour cibles lors de luttes de factions entre des groupes de rebelles armés divisés sur l'accord passé avec le gouvernement soudanais.

«Au cours des dernières semaines, les violences se sont intensifiées dans la région, en particulier dans le Darfour septentrional et près de la frontière tchadienne; elles se sont soldées par la mort et le déplacement de civils et mettent en péril la capacité des organisations humanitaires à apporter une aide vitale à des centaines de milliers de personnes touchées par la guerre.»

Extrait d'une lettre du secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, au président du Conseil de sécurité de l'ONU (10 août 2006).

Malgré la signature, en mai 2006, de l'Accord de paix sur le Darfour, les crimes commis contre les civils ne cessent d'augmenter. Dans le Darfour septentrional, ils ont été pris pour cibles lors de luttes de factions entre des groupes de rebelles armés divisés sur l'accord passé avec le gouvernement soudanais.

Attaques menées par des signataires de l'Accord de paix

Entre le 4 et le 8 juillet, des villages situés près de la ville de Korma ont été ravagés. Dans une école du village de Dalil, onze élèves et un enseignant ont été abattus. Sept femmes ont été tuées et 39 violées. Le bétail et les biens des villageois ont fait l'objet de vastes pillages. La brutalité de ces attaques a été telle que les survivants ont surnommé leurs assaillants les «*Janjawids 2*».

Pourtant, les agresseurs n'avaient rien à voir avec les Janjawids, ces milices tristement célèbres qui ont tué, violé et chassé de chez elles, au Darfour, quelque deux millions de personnes au cours des trois dernières années. Les forces qui ont frappé la région de Korma sont censées vouloir construire la paix, et non la détruire.

Il s'agissait, selon les informations reçues, de membres de la faction de l'Armée de libération du Soudan (ALS) dirigée par Minni Minawi, qui fait partie des signataires de l'Accord de paix sur le Darfour. Principale force d'opposition au gouvernement soudanais et aux Janjawids dans le Darfour, l'ALS est aujourd'hui divisée par des différends concernant cet accord.

Ces dernières semaines, la faction Minni Minawi a attaqué les positions tenues par d'autres factions de l'ALS ayant refusé de le signer, notamment dans la région de Korma. Les opposants à l'accord avancent que ses termes n'apportent pas de garanties suffisantes en vue du désarmement des Janjawids et ne prévoient pas d'indemnités satisfaisantes pour les victimes de violations des droits humains. Les agresseurs auraient déclaré, selon les villageois, que ces attaques étaient menées à titre de sanction contre les opposants à l'Accord de paix dans la région de Korma.

Des témoins ont par ailleurs rapporté que les groupes de Minni Minawi étaient secondés par des membres armés des forces gouvernementales et par des Janjawids.

L'impuissance des forces de maintien de la paix

Les homicides perpétrés dans le Darfour septentrional montrent bien que la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS), forte de 7000 soldats de la paix, est impuissante. Non seulement n'est-elle pas en mesure d'assurer la protection des civils à Korma, mais elle n'a également toujours pas enquêté de manière exhaustive sur les homicides perpétrés. Les investigations de la MUAS sur les violations du cessez-le-feu et les atteintes aux droits humains sont entravées par les dissensions opposant signataires et non-signataires de l'Accord de paix sur le Darfour.

Du fait de son incapacité à protéger les civils, la MUAS a perdu la confiance d'une bonne partie de la population du Darfour. Un grand nombre de personnes déplacées hostiles à l'Accord de paix se méfient aujourd'hui de l'Union africaine (UA), qui a servi d'intermédiaire lors des négociations.

Les civils du Darfour, la plupart des partis politiques soudanais, les différentes factions de l'opposition armée dans la région et même l'Union africaine demandent le remplacement de la MUAS par une force de maintien de la paix placée sous l'autorité des Nations unies. Toutefois, le président soudanais Omar Hassan Ahmad el Béchir s'oppose farouchement à une telle mesure, prêtant à l'ONU le dessein d'envoyer au Soudan des forces «*coloniales*».

«Nous ne confierons jamais le Darfour à des forces internationales qui n'apprécieront jamais d'être venues dans une région qui deviendra leur tombe.»
Propos du président Omar Hassan Ahmad el Béchir rapportés le 28 juillet 2006 par l'agence de presse officielle soudanaise SUNA (*Sudan News Agency*)

Il est fortement à craindre qu'en s'obstinant à refuser le transfert du mandat de protection à une force des Nations unies, le président soudanais ne finisse par créer une discontinuité dans les opérations de maintien de la paix. Les soldats déployés par la MUAS sont censés rester au Darfour jusqu'à la fin de 2006, mais ils sont trop peu nombreux pour être véritablement efficaces.

Le Darfour a besoin de soldats de la paix efficaces et disposant de moyens suffisants

Amnesty International exhorte le président soudanais à accepter le déploiement au Darfour d'une force de maintien de la paix placée sous l'autorité de l'ONU et disposant de moyens suffisants et d'un mandat fort pour assurer la protection des civils. L'organisation prie également la communauté internationale de veiller à ce qu'il n'y ait aucune discontinuité dans les opérations de maintien de la paix.

Afin d'améliorer les capacités des soldats de l'Union africaine déjà présents sur le terrain et de leur permettre d'agir de manière préventive et de protéger les civils, la formation, le matériel et les moyens de la MUAS doivent être immédiatement renforcés. Il s'agit notamment de lui permettre de renouer avec la population du Darfour grâce à l'intervention de spécialistes des droits humains et des affaires civiles.

Dans le même temps, le Conseil de sécurité des Nations unies doit définir le mandat d'une force de maintien de la paix de l'ONU, afin qu'elle soit rapidement prête à prendre le relais en ce qui concerne la protection des civils, le

désarmement des Janjawids, la prévention des incursions transfrontalières sur le territoire tchadien et le contrôle de l'embargo sur les armes au Darfour.

Le gouvernement soudanais n'a montré que du mépris vis-à-vis de la population civile du Darfour, alors qu'il est censé la protéger. Il l'a bombardée et attaquée, et a apporté soutien et impunité aux Janjawids, qui ont mis la région à sac. Il faut venir à bout de l'entêtement du Soudan et insister pour que soit déployée une force efficace de maintien de la paix, sans quoi le Darfour est voué à une mort lente et douloureuse.



Azza Ahmed Ibrahim s'effondre en racontant son histoire (Goz Beïda, Tchad).

© AI